

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

20 JANVIER 1972. — Arrêté royal portant réglementation de l'octroi d'allocations pour la perception des droits de navigation aux agents de l'Office de la Navigation

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 et par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967, notamment l'article 11;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale de l'Office de la Navigation;

Vu la décision prise en séance du 7 janvier 1971 par le conseil d'administration de l'Office de la Navigation;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 janvier 1972;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 janvier 1972;

Vu l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le conseil d'administration de l'Office de la Navigation peut conférer aux agents des voies navigables chargés de la perception des droits de navigation sur le réseau des canaux de la ligne Liège-Anvers et embranchements, la qualité de titulaire de poste de contrôle.

Les titulaires de poste de contrôle accomplissent toutes les opérations inhérentes à cette perception conformément au chapitre II de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général de police et de navigation des voies navigables administrées par l'Etat ainsi qu'aux articles 20 à 22bis du règlement particulier des canaux de la ligne Liège-Anvers et embranchements, approuvés par l'arrêté royal du 7 septembre 1950 et par les arrêtés royaux subséquents. Ils accomplissent, en outre, les tâches accessoires imposées par le conseil d'administration de l'Office de la Navigation.

Les conducteurs en chef, conducteurs principaux ou conducteurs de l'Office de la Navigation ou leurs délégués désignent les suppléants pour assurer les tâches des titulaires pendant leur absence.

Art. 2. § 1er. Il est accordé une allocation annuelle aux titulaires des postes de contrôle.

§ 2. Il est accordé aux suppléants une allocation dont le montant est fixé par heure.

§ 3. Le montant de l'allocation du titulaire et des suppléants est fixé chaque année d'après les résultats enregistrés au cours de l'année civile antérieure.

Le montant de ces allocations n'est pas soumis aux variations de l'indice général des prix à la consommation.

Art. 3. L'allocation des titulaires et des suppléants comprend un montant de base majoré d'un supplément. Le montant du supplément est fonction des prestations fournies.

Art. 4. § 1er. Pour les titulaires, le montant de base de l'allocation est fixé comme indiqué au tableau ci-dessous :

Montant des droits de navigation perçus par le poste de contrôle au cours de l'année antérieure à la liquidation de l'allocation	Montant de base annuel de l'allocation du titulaire
—	néant
de 2 400 F et moins	600 F
de 2 401 F à 9 999 F	1 200 F
de 10 000 F à 99 999 F	1 800 F
de 100 000 F à 499 999 F	2 400 F
de 500 000 F à 999 999 F	3 600 F
1 000 000 de F et plus	—

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

20 JANUARI 1972. — Koninklijk besluit houdende regeling van de toekenning van toelagen voor het innen van de scheepvaartrechten aan het personeel van de Dienst der Scheepvaart

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957 en bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advies van de Dienst der Scheepvaart;

Gelet op de beslissing door de raad van beheer van de Dienst der Scheepvaart genomen op de vergadering van 7 januari 1971;

Gelet op de goedkeuring van Onze Minister van het Openbaar Ambt, verleend op 13 januari 1972;

Gelet op de goedkeuring van Onze Minister van Begroting, verleend op 5 januari 1972;

Gelet op artikel 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De raad van beheer van de Dienst der Scheepvaart kan aan de agenten der waterwegen, belast met de inlichting van de scheepvaartrechten op het net der kanalen van de Lijn Luik-Antwerpen en vertakkingen, de hoedanigheid van titularis van controlepost verlenen.

De titularissen van controleposten doen alle verrichtingen, welke aan die inlichting eigen zijn, overeenkomstig hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende het algemeen reglement betreffende de politie en de scheepvaart op de bevaarbare waterwegen van het Rijk, en de artikelen 20 tot 22bis van het bijzonder reglement der kanalen van de Lijn Luik-Antwerpen en vertakkingen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 7 september 1950 en de latere koninklijke besluiten. Zij verrichten bovendien de bijkomende taken die de raad van beheer van de Dienst der Scheepvaart hun oplegt.

De hoofdconducteurs, eerste conducteurs of conducteurs van de Dienst der Scheepvaart of hun gemachtigden wijzen de plaatsvervangers aan om tijdens de afwezigheid van de titularissen de taken van deze titularissen te vervullen.

Art. 2. § 1. Aan de titularissen van de controleposten wordt een jaarlijkse toelage toegekend.

§ 2. Aan de plaatsvervangers wordt een toelage toegekend, die per uur vastgesteld wordt.

§ 3. De toelage (van de titularis en van de plaatsvervanger) wordt elk jaar vastgesteld volgens de uitgaven, geboekt tijdens het vorige kalenderjaar.

Het bedrag van deze toelagen wordt niet beïnvloed door de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptie prijzen.

Art. 3. De toelage van de titularissen en van de plaatsvervangers bestaat uit een basisbedrag, verhoogd met een supplement. Het supplement is in verhouding tot de geleverde prestaties.

Art. 4. § 1. Voor de titularissen wordt het basisbedrag van de toelage vastgesteld zoals aangegeven in onderstaande tabel :

Bedrag van de scheepvaartrechten door de controlepost geïnd in de loop van het jaar vóór de vereffening van de toelage	Jaarlijks basisbedrag der toelage van de titularis
—	—
van 2 400 F en minder	nihil
van 2 401 F tot 9 999 F	600 F
van 10 000 F tot 99 999 F	1 200 F
van 100 000 F tot 499 999 F	1 800 F
van 500 000 F tot 999 999 F	2 400 F
1 000 000 F en meer	3 600 F

§ 2. Pour les suppléants, le montant de base de l'allocation est fixé uniformément à 0,25 F l'heure.

Art. 5. § 1er. Un montant de 110 000 F, diminué du total des montants de base fixés à l'article 4, §§ 1 et 2, sert de base au calcul des suppléments payés aux titulaires et aux suppléants.

§ 2. Le dit montant de 110 000 F diminué conformément aux dispositions du § 1 du présent article est réparti entre les postes de contrôle proportionnellement au coefficient d'importance attribué à chacun de ces postes de contrôle.

Le coefficient d'importance attribué à chacun des postes de contrôle est calculé en fonction du nombre de quittances pour bateaux chargés, de permis de circulation pour bateaux vides et d'autorisations de circuler délivrés au cours de l'exercice antérieur.

A cet effet, il est attribué à chacune de ces opérations, un coefficient d'importance fixé comme suit :

- 2,5 pour toute délivrance d'une quittance pour bateau chargé;
- 0,5 pour toute délivrance d'un permis de circulation à vide;
- 0,1 pour toute délivrance d'une autorisation de circuler.

§ 3. Dans les formules mentionnées dans le § 4 du présent article :

— A représente le nombre annuel d'heures de service des agents des voies navigables;

— B représente le nombre annuel d'heures de manœuvre des ouvrages d'art, à l'exclusion des heures pendant lesquelles une réglementation spéciale est en vigueur pour manœuvres nocturnes;

— C représente le montant à prendre en considération pour tout poste de contrôle pour le calcul des suppléments. Ce montant C s'appelle le crédit annuel du poste de contrôle.

§ 4 a) Le supplément annuel revenant au titulaire d'un poste de contrôle donné au titre de participation dans le crédit annuel dudit poste de contrôle est déterminé par la formule : $A \times C$;

$\frac{B}{\quad}$

b) Le supplément horaire revenant au suppléant d'un poste de contrôle est déterminé par la formule : C .

$\frac{B}{\quad}$

Art. 6. § 1er. L'allocation constituée par le montant de base majoré du supplément est réduite ou limitée comme suit :

a) pour le titulaire du poste de contrôle, les tranches ou fractions de tranches de 5 000 F au-delà de 15 000 F sont successivement ramenées à 1/2, 1/4, 1/8, 1/16, 1/32, etc.;

b) pour les suppléants, l'allocation horaire ne peut en aucun cas excéder 7,50 F.

§ 2. L'allocation accordée au titulaire du poste de contrôle est arrondie au multiple de 300 F supérieur lorsque le reste de la division de l'allocation par le nombre 300 est supérieur à 150 F. Si ce reste est égal ou inférieur à 150 F, l'allocation est arrondie au multiple de 300 F inférieur.

Art. 7. Le conseil d'administration de l'Office de la Navigation fixe chaque année le montant de l'allocation annuelle accordée au titulaire de chaque poste de contrôle, ainsi que le montant de l'allocation horaire des suppléments affectés à chaque poste de contrôle.

Art. 8. Le conseil d'administration de l'Office de la Navigation aux postes de contrôle sont liquidés annuellement au cours du mois d'avril sur base des résultats de l'année civile précédente.

Art. 9. Il est accordé aux remplaçants des bureaux de perception des droits de navigation une indemnité horaire de caisse égale au montant maximum de l'allocation horaire payée aux suppléants des postes de contrôle. Cette indemnité est également payée annuellement au mois d'avril et à terme échu.

§ 2. Voor de plaatsvervangers wordt het basisbedrag van de toelage eenvormig op 0,25 F per uur vastgesteld.

Art. 5. § 1. Een bedrag van 110 000 F, verminderd met het totaal van de basisbedragen vastgesteld bij artikel 4, §§ 1 en 2, wordt als basis genomen voor het berekenen van de supplementen die aan de titularissen en aan de plaatsvervangers worden uitgekeerd.

§ 2. Het voormeld bedrag van 110 000 F, verminderd zoals bepaald in § 1 van dit artikel, wordt over de controleposten verdeeld in verhouding tot de belangrijkheidscoëfficiënt die aan elk dezer controleposten is toegekend.

De aan elke controlepost toe te kennen belangrijkheidscoëfficiënt wordt berekend in functie van het aantal kwitanties voor geladen schepen, vaarverloven voor ledige schepen en toelatingen tot verkeer, afgegeven tijdens het vorige dienstjaar.

Aan elk van die verrichtingen wordt daartoe een als volgt vastgesteld waardecoëfficiënt toegekend :

- 2,5 voor elke afgifte van een kwitantie voor geladen schip;
- 0,5 voor elke afgifte van een vaarverlof voor ledige schip;
- 1,5 voor elke afgifte van een toelating tot verkeer.

§ 3. In de formules vermeld in § 4 van dit artikel :

— vertegenwoordigt A het jaarlijks aantal uren dienst van de agenten der waterwegen;

— vertegenwoordigt B het jaarlijks aantal uren van bediening der kunstwerken, met uitsluiting van de uren gedurende welke een speciale regeling voor nachtelijke bediening der kunstwerken van toepassing is;

— vertegenwoordigt C het bedrag dat voor elke controlepost in aanmerking moet komen voor het berekenen van de supplementen. Dit bedrag wordt jaarlijks krediet van de controlepost genoemd.

§ 4. a) Het jaarlijks supplement dat aan de titularis van een controlepost toekomt als gedeelte van het jaarlijks krediet van die controlepost, wordt bepaald met de formule : $A \times C$;

$\frac{B}{\quad}$

b) Het supplement per uur dat aan de plaatsvervanger van een controlepost toekomt, wordt bepaald met de formule : C .

$\frac{B}{\quad}$

Art. 6. § 1. De toelage gevormd door het basisbedrag verhoogd met het supplement wordt als volgt verminderd of beperkt :

a) voor de titularis van de controlepost worden, boven een bedrag van 15 000 F, de tranches van 5 000 F of gedeelten daarvan achtereenvolgens tot 1/2, 1/4, 1/8, 1/16, 1/32, enz., verminderd;

b) voor de plaatsvervangers mag de toelage per uur in geen geval 7,50 F overschrijden.

§ 2. De toelage toegekend aan de titularis van de controlepost wordt naar boven tot een veelvoud van 300 F afgerond wanneer de rest van de deling der toelage door het getal 300 meer dan 150 F bedraagt. Is die rest gelijk aan of minder dan 150 F, dan wordt de toelage naar beneden tot een veelvoud van 300 F afgerond.

Art. 7. De raad van beheer van de Dienst der Scheepvaart bepaalt elk jaar het bedrag van de jaarlijkse toelage die wordt toegekend aan de titularis van elke controlepost, alsmede het bedrag van de toelage per uur voor de bij elke controlepost aangestelde plaatsvervangers.

Art. 8. De bedragen van de toelage der titularissen en der plaatsvervangers van de controleposten worden jaarlijks betaald in de loop der maand april, op basis van de uitslagen van het vorige kalenderjaar.

Art. 9. Aan de plaatsvervangers van de kantingskantoren der scheepvaartrechten wordt een kassavergoeding per uur toegekend, gelijk aan het maximumbedrag van de uurtoelage betaald aan de plaatsvervangers der controleposten. Deze vergoeding wordt insgelijks jaarlijks betaald tijdens de maand april en na vervallen termijn.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1971.

Art. 11. Notre Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Travaux publics,

J. DE SAEGER

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1971.

Art. 11. Onze Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Openbare Werken,

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 18 novembre 1971, démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à la pension de retraite est accordée, à partir du 1er avril 1972, à M. Vanderhaegen, Albert A., chef de bureau-dessinateur (grade supprimé) au Service de la Sambre.

L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de son grade.

Personnel. — Nominations. — Promotions

Par arrêté royal du 29 décembre 1971, M. Van Leuven, Edward R., inspecteur général, est, par avancement de grade, promu au grade de directeur général, à partir du 1er novembre 1971.

Le même arrêté royal abroge l'arrêté royal du 6 juillet 1971 par lequel M. Van Leuven, Edward R., inspecteur général, fut, en vue de sa désignation en qualité d'adjoint bilingue, promu en surnombre par avancement de grade, au grade de directeur général, à partir du 1er juillet 1971, et placé, en qualité d'adjoint bilingue, aux côtés du directeur général unilingue de l'Office central des Fournitures.

Par arrêté royal du 13 décembre 1971, M. Gilles, Lodewijk, directeur d'administration, est, par changement de grade, nommé au grade d'inspecteur général, à partir du 1er novembre 1971.

Par arrêté royal du 29 décembre 1971, M. Deruyver, Gaston R., directeur, est, par avancement de grade, promu au grade de premier conseiller près les Services administratifs généraux, Service du personnel, à partir du 1er janvier 1972.

La date de prise de rang de l'intéressé pour l'avancement est fixée au 1er juillet 1971.

Routes de l'Etat. — Expropriations Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 12 juillet 1971 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962, instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser sur le territoire de la commune de Wommelgem, en vue de la modernisation, par le Fonds des Routes, de la route n° 216 Bergerhout-Nijlen.

Un arrêté royal du 29 juillet 1971 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962, instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser sur le territoire des communes de Wijnegem, Schilde et 's Gravenwezel, en vue de la construction, par le Fonds des Routes, de la route n° 14 Tilburg-Lille.

Personnel. — Oppensioenstelling

Bij koninklijk besluit van 18 november 1971 is aan de heer Vanderhaegen, Albert A., bureauchef-tekenaar (afgeschafte graad) bij de Dienst van de Sambre, met ingang van 1 april 1972, cetero ontslag uit zijn ambt verleend, met aanspraak op rustpensioen.

De betrokkene is gemachtigd tot het voeren van de eretitel van zijn ambt.

Personnel. — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 29 december 1971 is de heer Van Leuven, Edward R., inspecteur-generaal, met ingang van 1 november 1971, door verhoging in graad, tot directeur-generaal bevorderd.

Bij hetzelfde koninklijk besluit is opgeheven het koninklijk besluit van 6 juli 1971, waarbij de heer Van Leuven, Edward R., inspecteur-generaal, met ingang van 1 juli 1971, door verhoging in graad in overtuil, tot directeur-generaal bevorderd werd, met het oog op zijn aanstelling als tweetalige adjunct, en als tweetalige adjunct toegevoegd werd aan de eenzijdige directeur-generaal van het Centraal Bureau voor Benodigdheden.

Bij koninklijk besluit van 13 december 1971 is de heer Gilles, Lodewijk, bestuursdirecteur, met ingang van 1 november 1971, door verandering van graad, in de graad van inspecteur-generaal benoemd.

Bij koninklijk besluit van 29 december 1971 is de heer Deruyver, Gaston R., directeur, met ingang van 1 januari 1972, door verhoging in graad, bevorderd tot eerste adviseur bij de Algemene Administratieve Diensten, Dienst personeel.

De datum van rangneming van de betrokkene voor de bevordering is vastgesteld op 1 juli 1971.

Rijkswegen. — Onteigeningen Spoedprocedure

Bij koninklijk besluit van 12 juli 1971 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeente Wommelgem, voor de modernisering, door het Wegenfonds, van de weg nr. 216 Bergerhout-Nijlen.

Bij koninklijk besluit van 29 juli 1971 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeenten Wijnegem, Schilde en 's Gravenwezel, voor de aanleg, door het Wegenfonds, van de weg nr. 14 Tilburg-Rijsel.